



Guy Faure et Arnaud Leveau (dir.)

L'Asie du Sud-Est 2008 : les événements majeurs de l'année

Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine

La cinquantaine difficile de la Malaisie

Paru dans Fase n° 12 Vol II de décembre 2007

DOI : 10.4000/books.irasec.2192

Éditeur : Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, Aux lieux d'être

Lieu d'édition : Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, Aux lieux d'être

Année d'édition : 2008

Date de mise en ligne : 3 juillet 2018

Collection : Asie du Sud-Est

ISBN électronique : 9782355960352



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

La cinquantaine difficile de la Malaisie : Paru dans Fase n° 12 Vol II de décembre 2007 In : *L'Asie du Sud-Est 2008 : les événements majeurs de l'année* [en ligne]. Bangkok : Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, 2008 (généré le 07 mai 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/irasec/2192>>. ISBN : 9782355960352. DOI : 10.4000/books.irasec.2192.

La cinquantaine difficile de la Malaisie

Paru dans Fase n°12 Vol II de décembre 2007

La manifestation avait été interdite. Les forces de police avaient pris place à tous les carrefours pour prévenir les regroupements. « Ne me défiez pas », avait averti, la veille, le premier ministre Abdullah Badawi. Le 10 novembre, toutefois, de dix mille à trente mille personnes, selon les estimations, ont convergé vers Istana Negara, le palais royal situé en plein Kuala Lumpur, pour y déposer un mémorandum en faveur d'élections « libres et honnêtes ». Les seuls incidents notoires ont été l'arrestation de 245 manifestants, vite relâchés sous caution, et la dispersion par la police, à l'aide de canons à eau et de grenades lacrymogènes, d'un regroupement à proximité de Merdeka Square.

Formé d'une majorité de Malais, le cortège s'est regroupé plus loin pour atteindre trois cents mètres de longueur, aux cris de « Sauver la Malaisie ! » et de « Vive le peuple ! ». Les manifestants s'étaient habillés de jaune, symbole d'une royauté « tournante », puisque les neuf sultans de la Malaisie péninsulaire occupent le trône, à tour de rôle, pendant cinq ans. Une fois la pétition acceptée à Istana Negara — le souverain était opportunément absent, par souci de neutralité — le cortège s'est tranquillement dispersé. La Malaisie venait de connaître son plus important rassemblement d'opposants depuis septembre 1998, quand les partisans de l'ancien vice-premier ministre Anwar Ibrahim — dauphin déchu — avaient protesté aux cris de « *Reformasi !* » contre son limogeage et son arrestation.

Mais que peut-on en conclure ? La manifestation a été organisée par Bersih — « Propre » en malais — une coalition qui regroupe, pour l'essentiel, les trois principaux partis d'opposition et une soixantaine d'organisations non gouvernementales. En vue des prochaines élections

législatives, qui doivent avoir lieu au plus tard début 2009 mais que le gouvernement projetterait de tenir plus tôt, Bersih réclame des réformes électorales : entre autres, la suppression des électeurs fantômes et des votes par correspondance, la lutte contre les achats de voix, l'accès de l'opposition aux médias contrôlés par l'Etat. La Commission électorale a déjà accepté qu'après avoir voté, les électeurs trempent un doigt dans de l'encre indélébile pour les empêcher de voter une deuxième fois.

De Bali où il participait à un séminaire – intitulé « l'Asie au XXI^e siècle » et inauguré par le président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono – Anwar Ibrahim a jugé que la manifestation avait massivement rassemblé « des gens de toutes les ethnies, religions et couches sociales » en faveur d'une « Malaisie réellement démocratique ». Il a eu une bonne raison de se réjouir : alors qu'il est interdit de politique jusqu'à avril 2008, le succès de la manifestation lui a permis de reprendre pied sur la scène. Bersih semble emboîter le pas à l'opposition politique et le petit Parti de la justice du peuple (Parti Keadilan Rakyat ou PKR), multiracial et dans la main d'Anwar, est l'élément fédérateur entre les deux autres formations, le PAS islamiste (Parti Islam Se-Malaysia) et le DAP (Democratic Action Party) dominé par les opposants d'origine chinoise.

Si Anwar paraît refaire ainsi surface, de nombreux Malais présents parmi les manifestants étaient liés au PAS, ce qui explique au moins en partie la bonne organisation et la discipline du rassemblement. Ce dernier est intervenu dans la foulée d'une « Marche pour la justice », le 26 septembre, de plusieurs centaines de membres du Barreau malaisien, qui se sont rendus, dans la capitale administrative de Putrajaya, du palais de justice au bureau du premier ministre – une distance de cinq kilomètres – pour dénoncer la corruption au sein de l'appareil judiciaire. Cet évènement inhabituel – il n'existe qu'un seul précédent en l'espace d'un demi-siècle – a suivi la diffusion, par le PKR, d'une vidéo montrant un avocat en train de converser sur son portable avec un interlocuteur présumé être un juge. Apparemment, l'avocat aurait expliqué au juge comment il pourrait l'aider à obtenir une promotion avec la complicité d'un homme d'affaires et d'un politicien influents. Dénoncé par son frère, également membre du barreau, l'avocat en

question était VK Lingam et son interlocuteur Ahmad Fairuz Sheikh Abdul Halim, promu depuis président de la Cour fédérale.

Pour calmer le jeu, Abdullah Badawi a fini par annoncer, le 16 novembre, la création d'une commission d'enquête indépendante en charge de déterminer l'authenticité de la vidéo. Le premier ministre est, en effet, embarrassé. Un an après la démission de son illustre et controversé prédécesseur, le Dr Mahathir Mohamad, Abdullah a gagné haut la main des élections législatives en 2004. Sous sa houlette, le Barisan Nasional (Front national), coalition de partis qui gouverne la Malaisie depuis l'indépendance, a emporté 199 sièges sur les 219 du Parlement. Pendant la campagne électorale, il s'était engagé, entre autres priorités, à lutter contre la corruption.

Il faut croire qu'il n'a pas convaincu tous les membres de la « Conférence des souverains », formée par les neuf sultans héréditaires. Dépouillés de la plupart de leurs prérogatives par Mahathir dans les années 80, notamment celle de refuser une loi votée par le Parlement, les sultans ont conservé celle de nommer les juges. L'un d'entre eux, le sultan Azlan Shah de l'Etat de Péraak, ancien président respecté de la Cour suprême (rebaptisée Cour fédérale), s'est inquiété publiquement, le 29 octobre, du préjudice subi par l'institution judiciaire à la suite de nominations ou de jugements qui ont prêté à discussion. Les sultans ont refusé, en septembre, d'approuver la nomination du président d'une autre Cour fédérale désigné par le premier ministre. Les sultans sont divisés et celui actuellement sur le trône a dénoncé depuis la manifestation du 10 novembre, dont l'objectif était de lui remettre une supplique qui aurait été, en son absence, acceptée par l'un de ses collaborateurs.

Fin août, la célébration du cinquantenaire de l'indépendance a été l'occasion – parades, feux d'artifice, fêtes populaires – de projeter l'image d'une société multiraciale et multiculturelle harmonieuse, ainsi que le font régulièrement des spots publicitaires sur les chaînes de télévision régionales et même internationales. La Fédération de Malaisie est, officiellement, un « melting pot » heureux et prospère entre les

Malais (60% de la population), les Chinois (25%) et le reste, dont une communauté indienne (7%).

La réalité est, malheureusement, bien différente. La Malaisie demeure dotée d'un système politique archaïque. A l'exception, encore marginale, du PKR, les partis restent fondés sur des bases ethniques. Il y a, par exemple, deux partis chinois au sein de la coalition gouvernementale et un autre dans l'opposition. Ce système fait, bien entendu, l'affaire de l'Umno – Organisation nationale des Malais unis – parti dominant depuis l'indépendance et dont les Congrès – tous les trois ans, le prochain étant prévu en 2009 – désignent de facto les chefs des gouvernements.

Ces frontières ethniques, difficiles à franchir, se doublent d'une frontière religieuse, les musulmans malais se montrant moins tolérants que leurs coreligionnaires indonésiens. Les Malais sont considérés, automatiquement, comme des musulmans et ne peuvent changer de religion qu'au risque d'être condamnés par une Cour religieuse pour apostasie, les tribunaux civils refusant d'intervenir dans ce débat. Après une longue bataille judiciaire, Lina Joy, Malaise convertie au catholicisme, a été contrainte de s'exiler, l'institution judiciaire ayant renvoyé son cas devant un tribunal musulman. Lina Joy n'a pas pu obtenir que la religion qu'elle a embrassée voilà vingt ans figure sur sa carte d'identité.

La Malaisie s'est bâtie sur ce que ses ressortissants appellent le « contrat social » : l'intégration des Chinois et Indiens qui y ont émigré à l'époque coloniale en échange de garanties données aux « bumiputri » ou « fils du sol », dans la grande majorité des Malais musulmans. Les coutumes malaises sont au cœur de l'édifice et la Fédération est une monarchie constitutionnelle, le trône étant réservé aux sultans héréditaires de la péninsule malaise. L'islam est la « religion de la Fédération ». Moyennant quoi, à partir de 1957, les enfants d'immigrés ont obtenu quasi automatiquement la nationalité malaisienne, y compris, plus tard, dans les deux Etats non péninsulaires, ceux de Sarawak et de Sabah.

A la suite d'émeutes raciales post-électorales en 1969, le gouvernement, dominé par l'Umno, a décidé d'aider les Malais à rattraper leur retard économique par rapport à la riche minorité chinoise. Mise en place en 1970, une Nouvelle politique économique (NPE) a favorisé la majorité malaise (accès aux universités, contrats, crédits) et la redistribution des richesses s'est amorcée. Lorsque ce programme a pris fin en 1990, il a été en grande partie repris par une Politique de développement national (PDN) avec, pour objectif, le contrôle de 30% des richesses par les « bumiputri ». Récemment, un organe de recherches qui avait estimé que l'objectif de 30% était atteint depuis longtemps a été contraint de placer dans un tiroir les résultats de son enquête car ils signifiaient que la PDN ne se justifiait plus.

Il n'est pas facile, en effet, de mettre un terme à près de quatre décennies de privilèges, surtout quand les principaux bénéficiaires animent les couloirs du pouvoir. La volonté politique de le faire n'existe pas. La NPE et la PDN ont fortement contribué à créer une caste d'hommes d'affaires malais, principaux bénéficiaires des contrats de l'Etat et très influents. En revanche – la réalisation de cet effet est récente – les Malais se sont enrichis de façon inégale. Cette communauté compte aujourd'hui ses laissés-pour-compte qui voient défiler les limousines d'une haute société tenant de la jet-set et qui n'hésite pas, pour préserver son statut, à recourir, à demeure, à un langage populiste. L'Umno, centre du pouvoir, en est le symbole et l'argument le plus percutant, auprès des Malais, est bien entendu celui de la défense de leur religion.

Que la Malaisie se soit radicalement transformée, en l'espace d'un demi-siècle d'indépendance, crève les yeux. Une économie de plantations a laissé place à une société semi industrialisée, avec des centres urbains regorgeant de richesses et des infrastructures solides. La Malaisie est dotée de vastes ressources naturelles et peu peuplée, avec quelque 26 millions d'habitants sur 330 000 km². A l'exception des poches de prospérité de Singapour et de Brunei, le niveau de vie y est le plus élevé – et de loin – d'Asie du Sud-Est. Le pays a même pu se permettre, du temps de Mahathir, quelques extravagances comme les

tours jumelles Petronas, qui dominent l'horizon de Kuala Lumpur ou la luxueuse capitale administrative de Putrajaya.

Mais si le taux d'expansion est de 6% en 2007 – les prévisions officielles – la qualité du développement est inquiétante. Depuis 1998, le budget est déficitaire. La croissance des exportations stagne. Les inégalités dans l'accès à l'enseignement et aux emplois, en raison des privilèges réservés aux « bumiputri », encouragent la fuite des cerveaux. Ces derniers ne sont remplacés que par du personnel peu qualifié : plus de deux millions d'émigrés, légaux et illégaux, et leur nombre pourrait doubler dans les trois prochaines années, pour représenter près de 20% de la population. En dépit d'investissements considérables, le projet du Dr Mahathir de former une deuxième « Silicon Valley », - un couloir de haute technologie aux portes de Kuala Lumpur – éprouve du mal à être nourri, faute de cerveaux. Les responsables sont, en grande partie, la PDN et à la NPE.

Certes, les ressources naturelles de la Malaisie peuvent permettre un certain degré de gaspillage : étain, caoutchouc, huile de palme, gaz, pétrole, bois. Le Barisan Nasional a encore de beaux jours devant lui avant le début de l'épuisement de ces ressources. Trop de monde redoute encore aujourd'hui une « déstabilisation » de la coalition gouvernementale, au pouvoir depuis le début. L'existence du PAS entretient, dans la population, la crainte des islamistes, même si ces derniers ont subi un revers électoral en 2004. Lors du prochain scrutin, dans un délai de quinze mois, même si l'opposition triplait son nombre de sièges au sein du Parlement, ce résultat ne remettrait pas en cause la majorité des deux tiers qui permet au Barisan Nasional de naviguer comme il l'entend.

Au fil des décennies, toutefois, la cohabitation interethnique et interreligieuse s'est dégradée. Les mariages interethniques sont l'exception. Chacun fréquente de plus en plus son école, ses associations, ses clubs. Participer à des activités intercommunautaires se révèle de plus en plus difficile. Un sondage récent indique que 34% des Malaisiens n'ont jamais partagé un repas avec un membre d'une autre ethnie. La colère des Indiens – pour l'essentiel, des Tamils, qui s'estiment défavorisés –

s'est exprimée, le 25 novembre à Kuala Lumpur, lorsque quelques milliers d'entre eux ont protesté au cours de deux rassemblements sans précédent et que la police a dispersés à l'aide de canons à eau acide et de grenades lacrymogènes. Pour une fois, l'arrestation de trois organisateurs l'avant-veille et l'interdiction de se réunir n'ont pas prévenu des rassemblements contre les privilèges accordés aux Malais.

Les musulmans mettent en garde contre ce qu'ils considèrent comme toute atteinte à l'islam. Les autres confessions se sentent, de leur côté, brimées. En déclarant, en 2001, que la Malaisie était un Etat musulman, Mahathir avait entendu clore le débat sur cette question délicate tout en tenant à distance les islamistes implantés surtout dans le nord-est péninsulaire. En juillet, quand le vice-premier ministre Najib Razak, a affirmé que la Fédération « n'a jamais été un Etat séculier mais a toujours été un Etat musulman », il a rouvert ce débat dans un contexte bien différent. Qu'Abdullah ait approuvé les propos de son principal lieutenant – et possible successeur – n'a sans doute rien arrangé. Dès janvier, neuf sur les dix ministres non musulmans avaient demandé au premier ministre de réviser les lois favorisant les Malais. La réaction hostile d'organisations musulmanes les avait contraints à retirer leur demande. L'ambiance n'est donc plus à cet islam modéré – plus ouvert, plus cosmopolite – dont Abdullah est l'avocat.

Ce qui est en cause n'est pas forcément l'homme mais le système. La démocratie ne se résume pas au gouvernement de la majorité, c'est également – et peut-être surtout – la protection des droits des minorités. Près de quatre décennies de faveurs accordées aux Malais ont débouché sur la formation d'une caste qui s'accroche à ses privilèges et dont le véhicule est l'Umno, omnipotente et qui s'oppose à toute remise en cause de son statut. Les médias sont entre les mains de cette élite, qui a commencé à s'attaquer à la libre circulation des idées sur la Toile. Jugés trop sensibles, les débats sur les relations intercommunautaires sont considérés comme tabous.

En revanche, personne n'a pu empêcher les médias de rapporter le complot autour du meurtre sordide, en octobre 2006, d'une ancienne reine de beauté mongole, Altantuya Shaariibuu, âgée de 28 ans, dont le

corps nu a été retrouvé en pièces après avoir été traité à l'explosif C-4, en vue, sans doute, de prévenir toute identification. Abdul Razak Baginda, auteur de plusieurs ouvrages sur l'économie politique et proche de Najib Razak, a reconnu avoir eu une liaison avec l'ancienne reine de beauté devenue mannequin et interprète, qu'il a rencontrée à Hong Kong en 2004. Quand il y a mis un terme l'année suivante, Shaariibuu l'a fait chanter, menaçant d'informer son épouse et leur fille. Et quand il a cessé de financer son silence, elle s'est rendue à Kuala Lumpur. La jeune femme a été enlevée le 19 octobre, devant le domicile de Baginda, par deux agents de la sécurité. Dans sa déposition, Baginda a reconnu avoir été en contact avec les deux agents, mais les trois hommes ont plaidé non coupables quand le procès s'est ouvert en juin dernier. A la veille de la première audience, le président du tribunal et le procureur en charge ont été remplacés. Par la suite, les avocats des trois accusés ont changé à plusieurs reprises.

En novembre, le gouvernement a protesté contre le jugement porté par Thierry Rommel, représentant à Kuala Lumpur de l'Union européenne dont le mandat de quatre ans et demi était venu à expiration. Rommel a estimé que la Malaisie est un système de « parti unique » virtuel. « Que les élections ne soient pas équitables n'est pas un secret. Une partie importante de la population a le sentiment de ne pas se faire entendre en raison de la façon dont les élections sont gérées », a-t-il ajouté. Il s'est montré particulièrement concerné par la poursuite de la NPE avec la PDN.

Mais comment sortir du blocage actuel ? Dans l'opposition, la cohabitation entre le DAP et le PAS est contre nature. Le PKR n'est qu'un lien ténu et, sur certains sujets, plutôt ambigu : Anwar Ibrahim ne s'est pas prononcé sur le cas Lina Joy. A court terme, le blocage politique peut contribuer à affaiblir, au sein de l'Umno, l'assise d'Abdullah. Un recul électoral, si relatif soit-il, abonderait dans le même sens. Mais l'exercice qui reviendrait à repartir sur des bases différentes ne semble toujours pas à l'ordre du jour.